



luttons ensemble
pour le progrès
social

Meeting le 25 janvier 2012, à 22 heures, dans les ateliers de la Société Paris Presse Services (SPPS)

Les dernières valeurs égalitaires qui permettaient le pluralisme, au moins au niveau de la distribution de la presse, risquent de vivre leurs dernières semaines, si les manœuvres et les décisions de certains éditeurs atteignent leurs buts.

Le Point ou le groupe Mondadori sont les précurseurs d'une volonté de détruire un système coopératif qui permet, depuis plus de soixante ans, à tous les titres d'être distribués dans des conditions identiques et à des tarifs équivalents.

Le Conseil supérieur des Messageries de Presse (CSMP) a récemment alerté la profession et les pouvoirs publics sur les risques que ces initiatives faisaient courir au système de distribution de la presse, tout en proposant des réformes pour l'actualiser.

L'Autorité de Régulation de la Distribution de la Presse (ARDP) vient de désavouer la résolution du CSMP et a ainsi lâché la bride à tous les tenants du libéralisme qui considèrent la presse et les idées qu'elle véhicule comme de simples marchandises destinées à gonfler leurs profits. Le ministre de la Culture a applaudi cette sentence.

Et des profits, ces titres et ces grands groupes européens, ils en réalisent beaucoup !

.../...

Ce ne sont pas des entreprises à la peine, ou des titres fragilisés. Grâce au système de distribution, aux aides publiques à la presse et à la publicité, ces groupes ont largement prospéré.

Aujourd'hui, ils pensent le moment venu de porter les derniers coups pour faire disparaître le système et surtout les autres titres, plus modestes qui continuent d'en bénéficier et qui n'ont pas les mêmes moyens financiers. Ce sont ces titres qui permettent de parler encore du pluralisme de la presse écrite dans notre pays.

Le SGLCE, ses militants ne resteront pas sans réagir face à de tels objectifs qui détruisent également leur entreprise et leurs emplois.

Ils organisent, pour commencer, un meeting de lutte dans les ateliers de SPPS à Bobigny (Zone industrielle des Vignes, 105 chemin des Vignes), le mercredi 25 janvier 2012, à 22 heures.

Ils appellent toutes les entreprises à y envoyer des délégations pour s'informer et mettre en place les initiatives qui s'imposent.

Le SGLCE appelle plus largement les salariés à participer à ce rassemblement, ainsi que les citoyens, élus et toutes celles et tous ceux qui se sentent concernés par cette grande question et qui veulent apporter leur soutien.

Paris, le 17 janvier 2012